

ARTICLE PARU DANS LE JOURNAL DE L'ILE DE LA REUNION
DU 18 MAI 2005

Débat hier soir sur Antenne Réunion

En trente minutes chrono, les trois eurodéputés ont brossé hier soir leurs arguments en faveur du non et du oui, sans esclandres et guère de piment dans le discours.

Pour Jean-Claude Fruteau, ce traité, s'il s'avère "le plus social et le plus démocratique" de ces dernières décennies, ne reste avant tout qu'"un cadre", qu'"un instrument". Aux politiques d'agir ensuite. Quant au désir de sanction gouvernementale ? "Une escroquerie. Nous avons voté trois fois non à Raffarin en 2004 et il est toujours là !", martèle le socialiste, inquiet du "saut dans l'inconnu", du "précipice" du non.

À ses côtés, Margie Sudre joue aussi la carte du satisfecit, contre les "discours dogmatiques" des opposants. "Il faut prendre ce traité comme il est : imparfait et perfectible", indique l'élue UMP, qui refuse que la France perde "son rôle moteur" en cas de défaite du oui. "Nous pouvons être sauvé si la France parle d'une voix forte", acquiesce également Jean-Claude Fruteau, sur le dossier Sucre. L'agriculture justement, mais également les ouvriers communaux, les services publics, etc.

Pour Paul Vergès, tous sont en "danger" : "Les fonds structurels risquent de baisser de 20 % au moins !" Et c'est "au nom de l'intérêt national" que le président de la Région appelle à voter non le 29 mai, l'assimilant aux oppositions passées d'un De Gaulle ou d'une Margaret Thatcher (sic). Au final, cette comparaison fut certainement la seule note ubuesque de la soirée.

La suite ce soir, sur Télé Réunion.